

PRIX AGRICOLES 2014

LES PRODUCTEURS FRAGILISÉS
SANS GRAND BÉNÉFICE
VERS LE CONSOMMATEUR

Le 4^{ème} rapport au Parlement de l'Observatoire de la formation des prix et des marges a été publié le 21 avril 2015.

Il met en avant la baisse des prix agricoles en 2014.

Les impacts sont limités sur le consommateur et la situation est parfois préoccupante pour certaines filières.

L'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires met tous les acteurs de la chaîne alimentaire autour d'une même table. La programmation des travaux et l'examen des résultats sont réalisés par un comité de pilotage réunissant les représentants des différentes familles professionnelles des filières, dont les Chambres d'agriculture, et des consommateurs. L'Observatoire aboutit ainsi à des données objectives et partagées et produit un rapport au Parlement, adopté à l'unanimité par l'ensemble des parties prenantes (producteurs, industriels, distributeurs, consommateurs).

Pour chaque filière étudiée, les quatre principales étapes du travail de l'Observatoire dans son rapport au Parlement sont :

- > un état des lieux de la filière et des flux de la production à la consommation ;
- > la décomposition des prix, de la matière première agricole jusqu'au prix au détail, pour de nombreux produits alimentaires de base. Contrairement aux indices de prix publiés par l'INSEE, l'Observatoire calcule des prix en niveau dans une même unité tout au long de la chaîne alimentaire ;
- > une simulation des prix pour certains produits sous l'hypothèse d'un maintien des marges 2005, en intégrant l'inflation ;

> l'analyse des coûts et des marges dans le secteur agricole, industriel et de la grande distribution.

À l'échelle macroéconomique, l'Observatoire se penche également sur la décomposition des dépenses alimentaires. Le calcul de l'euro alimentaire, cette source est donc également intéressante pour repérer le positionnement des productions agricoles dans les différentes branches de l'économie.

EN 2014 : BAISSE DE LA PLUPART DES PRIX AGRICOLES

Les résultats du rapport 2015 sont cohérents avec ceux des précédentes éditions avec, de plus, un niveau de détail et un historique de prix homogènes plus important.

Les principales conclusions que l'on peut mettre en avant sont :

- > La plupart des exploitations agricoles ne couvrent pas leurs coûts de production. Seules les exploitations spécialisées dans la production laitière y arrivent en 2014, mais les Chambres d'Agriculture ont rappelé que cet équilibre précaire n'est pas suffisant.
- > La diminution des prix agricoles en 2014 (-5 % en moyenne) ne se traduit pas toujours par une baisse des prix

au niveau du consommateur même si globalement ils diminuent aussi, mais de façon amortie (-0,7 %). De même, la hausse du prix de la matière première agricole (lait de vache en particulier) n'a pas été entièrement répercutée au consommateur. Seuls les prix des fruits et légumes au détail sont fortement liés à leur prix amont. En France, les variations de prix au consommateur font preuve d'une inertie plus importante qu'en Allemagne par exemple.

> Dans la grande distribution, une enquête spécifique menée par l'Observatoire montre que, en moyenne, en 2013 :

- les rayons charcuterie, volaille, produits laitiers et fruits et légumes ont une marge positive
- alors que la marge est négative pour les rayons boucherie, poissonnerie et boulangerie.



© Monkey Business Fotolia

> Au global, tous rayons confondus (alimentaires et autres), le résultat courant des grandes et moyennes surfaces est de 0,9 % du produit total des hypermarchés et supermarchés en 2012. Cela confirme donc que les GMS (Grandes et Moyennes Surfaces) ne fixent pas uniquement leurs prix en fonction de leurs coûts d'achat mais effectuent des péréquations entre les produits et les rayons pour garantir leur rentabilité globale ;

MARGES NETTES PAR RAYON							
En € pour 100 € de chiffre d'affaires	Boucherie	Volaille	Charcuterie	Produits laitiers	Fruits et légumes	Poissonnerie	Boulangerie
Marge nette après impôts* en 2013	-1,2 %	5,4 %	5,5 %	1,4 %	1,3 %	-4,4 %	-1,4 %
Marge nette après impôts* en 2012	-0,8 %	5,3 %	5,8 %	2,4 %	0,9 %	-3,7 %	-1,3 %
Marge nette après impôts* en 2011	-0,9 %	5,1 %	4,7 %	1,9 %	0,7 %	--	--

* après impôt sur les sociétés

Source : Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires

> La valeur ajoutée agricole ne représente que 8 € sur 100 € de dépenses alimentaires des ménages.

VIANDE BOVINE : TOUS PERDANTS ?



© R. Vaillat Fotolia

Les résultats dans le secteur de la viande bovine semblent les plus alarmants. Le rapport de l'Observatoire montre en effet que les élevages allaitants ne couvrent pas leurs coûts de production, et ce depuis plusieurs années. En 2014, les prix à la production des bovins ont particulièrement diminué (-6 %), sans que cela ne bénéficie au consommateur. Les marges brutes de l'industrie et de la grande distribution se reconstituent. Mais les dernières données disponibles pour l'analyse des coûts et des bénéfices dans l'industrie des viandes montrent que le RCAI sur 9 mois 2014 reste très faible (0,09 €/kg carcasse). Même la marge moyenne du rayon boucherie des sept principales enseignes de la grande distribution est négative en 2013.

VIANDE PORCINE : DIFFICULTÉS CROISSANTES POUR LES ÉLEVÉS



© S. Vande Berg Fotolia

En 2014, le prix de la matière première agricole dans la filière porcine a également fortement diminué. Les prix des

produits de viande fraîche suivis par l'Observatoire ont suivi l'orientation baissière mais le prix du jambon cuit a légèrement augmenté, avec une amélioration des marges des trois maillons de l'aval. L'Observatoire réalise dans cette filière des simulations de prix sur la base de marges constantes (référence moyenne 2002-2004), majorées de l'inflation. Ces simulations montrent que le prix du porc entrée abattoir est très fréquemment inférieur à ce qu'il aurait dû être si les éleveurs avaient pu maintenir leur marge sur aliment au niveau de référence. Au niveau des GSM, le jambon semble un produit très « bataillé » car le prix simulé est inférieur à ce qu'il aurait pu être si la marge des GSM était restée identique au niveau moyen 2002-2004 (inflation prise en compte). Même si le jambon reste un produit essentiel du rayon charcuterie, l'ensemble du rayon dégage une marge importante (plus de 4,5 % du chiffre d'affaires du rayon depuis 3 ans).

VOLAILLE : ÉVOLUTIONS DE PRIX AU CONSOMMATEUR CONTRASTÉES MALGRÉ LA BAISSÉ DES PRIX AGRICOLES

En 2013, le prix de la matière première agricole diminue dans le secteur de la volaille et du lapin. Cette baisse ne se traduit cependant pas toujours par la diminution des prix au détail. Les prix des cuisses de poulets ou de lapin augmentent pour le consommateur et ceux du poulet entier standard restent stables. Là encore, le prix de la matière première agricole n'est pas le seul facteur de variation des prix et les GSM jouent leur rôle de péréquation entre les produits. La baisse des prix de l'alimentation animale, un poste prépondérant dans les charges des éleveurs de volaille, conduit à une réduction du coût de production. Cependant, avec la diminution



© Jet Fotolia.com

du prix entrée abattoir du poulet, les éleveurs ne couvrent toujours pas leur coût de production (rémunération de la main d'œuvre non salarié à 2 SMIC incluse), et de manière encore plus marquée pour le poulet standard.

VIANDE OVINE : RENCHÉRISSEMENT TOUT AU LONG DE LA FILIÈRE

Les prix d'achat de la viande ovine française ainsi que les prix d'importation ont progressé entre 2013 et 2014. Dans le secteur de la viande ovine, la hausse des prix de l'amont a été transmise par l'aval au consommateur. Malgré cette augmentation de prix, les élevages ovin-viande ne couvrent toujours pas leurs coûts de production en 2014, si l'on y inclut des charges supplétives de rémunération de travail non salarié (1,5 SMIC), du foncier et du capital. On ne peut donc pas en déduire que la filière se porte mieux dans un contexte où la production et la consommation en France sont orientées à la baisse.



© E. Lam Fotolia

PRODUITS LAITIERS : HAUSSE DU PRIX DU LAIT CONTRAIREMENT À LA PLUPART DES AUTRES PRODUCTIONS AGRICOLES

En 2014, la hausse du prix du lait a permis aux élevages bovins-lait d'équilibrer les produits (ventes + aides) avec les coûts de productions. Cet équilibre ponctuel ne peut cependant pas être considéré comme suffisant. L'augmentation du coût de la matière première entraîne à la hausse le prix des produits laitiers suivis par l'Observatoire (sauf pour le camembert sous marque de distributeur) mais de façon amortie. Les marges brutes de l'industrie se contractent. Pour les GSM, les marges brutes diminuent pour la plupart des produits suivis aussi (sauf pour les yaourts et le camembert sous marque nationale). Donc, globalement, la hausse du prix de la matière première agricole n'a pas été entièrement répercutée au consommateur. Depuis 2007, les prix du lait de vache à la production sont très fluctuants. Ils sont aussi, surtout depuis 2009, déconnectés des coûts de production des élevages.



© Wlasenko Fotolia



© Fotolia

FRUITS ET LÉGUMES FRAIS : FORTE CORRÉLATION DES PRIX AMONT ET AVAL

Dans ce secteur, les prix amont et aval sont davantage corrélés. En 2014, la météo a été défavorable à la consommation de fruits et légumes d'été. Les crises, qu'elles soient climatiques ou sanitaires, vécues par la filière ressortent très nettement dans le résultat courant avant impôt des exploitations. Pour suivre l'évolution des prix des produits de la production à la consommation de la manière la plus homogène possible, l'Observatoire considère deux paniers saisonniers de produits frais français, l'un pour les fruits et l'autre pour les légumes. Ainsi, les prix expéditions et les prix à la consommation correspondent à des produits français.

12



© Gressei Fotolia

PAIN ET CÉRÉALES : EN 2014, LES PRODUCTEURS DE BLÉ NE COUVRENT PAS LEURS COÛTS DE PRODUCTION

Le prix du blé tendre diminue en 2014 mais le prix de la baguette reste stable. Néanmoins, la matière première agricole pèse relativement peu dans le produit fini (entre 6 % et 7 % depuis le début 2014).

Les valeurs calculées par l'Observatoire ne tiennent pas compte des durées de stockage des produits, ni de la longueur de contrats d'approvisionnement. Les prévisions de coûts de production du blé réalisées par Arvalis montrent que la baisse du prix du blé tendre est plus marquée que celle des intrants (engrais,...). Cela conduit à des résultats économiques en baisse. L'ensemble des charges, y compris la rémunération pour le travail des exploitants à hauteur de 1,1 SMIC, serait ainsi inférieur au produit des producteurs de blé (ventes + aides) en 2014.



© B.Jackson Fotolia

Répartition des dépenses alimentaires

Sur 100 € de consommation alimentaire en 2010 :

- 26,7 € rémunèrent des importations en produits alimentaires ou en consommations intermédiaires
- 10,4 € sont dus aux taxes (TVA, taxes spécifiques sur les boissons alcoolisées, taxes sur les carburants...)
- les 63,2 € restants sont constitués de valeurs ajoutées induites dans les branches de l'économie dont
 - 8,1 € pour l'agriculture
 - 10,4 € pour les industries agroalimentaires
 - 3,7 € pour les autres industries
 - 17,7 € pour les services
 - 20,9 € pour le commerce.

« L'EURO ALIMENTAIRE »

L'observatoire produit également une analyse sur l'euro alimentaire et la répartition de la valeur ajoutée induite par la dépense alimentaire dans les branches de l'économie. Il s'agit d'une approche macroéconomique, contrairement à l'approche sectorielle et méso-économique précédente. L'objectif de cette analyse est d'évaluer comment se répartissent 100 euros de dépense alimentaire du consommateur (en excluant la restauration hors domicile) entre les différentes branches de l'économie, contribuant « de près ou de loin », à la production alimentaire.

Le poids relativement modeste mais malgré tout décisif de l'agriculture (8,1 %) résulte :

- > d'une part, à long terme, des transformations que subissent les produits agricoles et des services qui sont incorporés à l'offre alimentaire,
- > et, d'autre part du rapport entre prix agricoles et prix des autres biens et services.

Ce rapport illustre les tensions très fortes sur les prix à tous les stades de la chaîne alimentaire. Il confirme que les coûts de production des agriculteurs, lorsqu'on y inclut la rémunération de la main d'œuvre familiale, ne sont pas couverts par les prix, ni même par les prix et les aides dans certaines filières. L'Observatoire des Prix et des Marges produit des diagnostics utiles. Il convient maintenant à chacun de mettre en regard les leviers de politiques publiques qui pourraient contribuer à remédier aux déséquilibres préjudiciables aux exploitations et aux filières. ●

Viviane PONS-THEVENOT
Chambres d'agriculture France –
Direction Economie des Agricultures et des
Territoires.